

PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

MASSIFIER LE DÉVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAÏQUE SUR LES TOITURES DES BÂTIMENTS PUBLICS

17 Novembre 2021





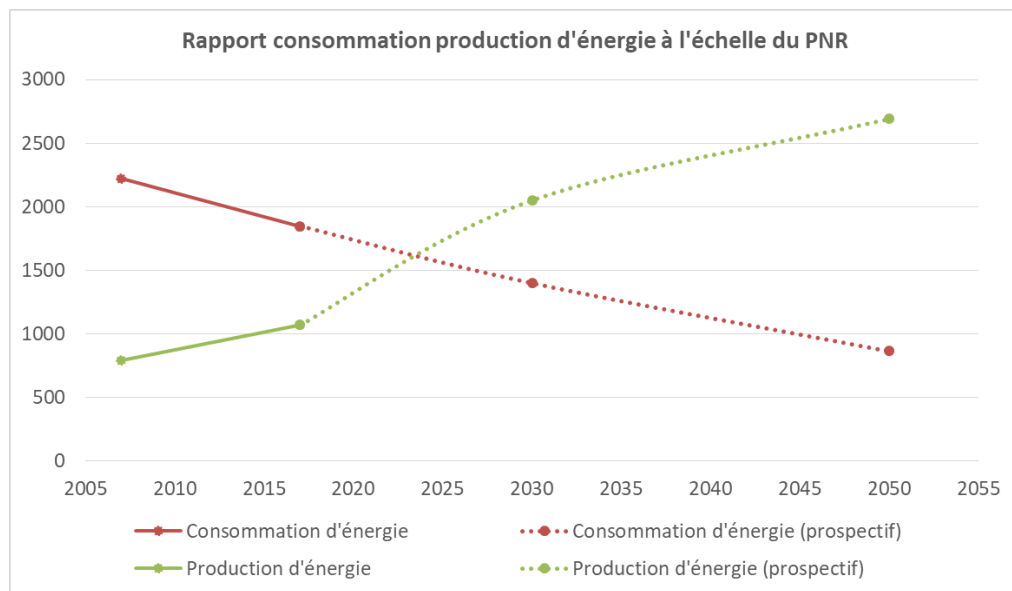
CONTEXTE

LE DÉVELOPPEMENT DE
L'ÉNERGIE SOLAIRE



LA STRATÉGIE : UN TERRITOIRE SOLIDAIRE ET CONTRIBUTEUR

- Une politique énergétique ambitieuse, assumée et rehaussée récemment à travers le PCAET



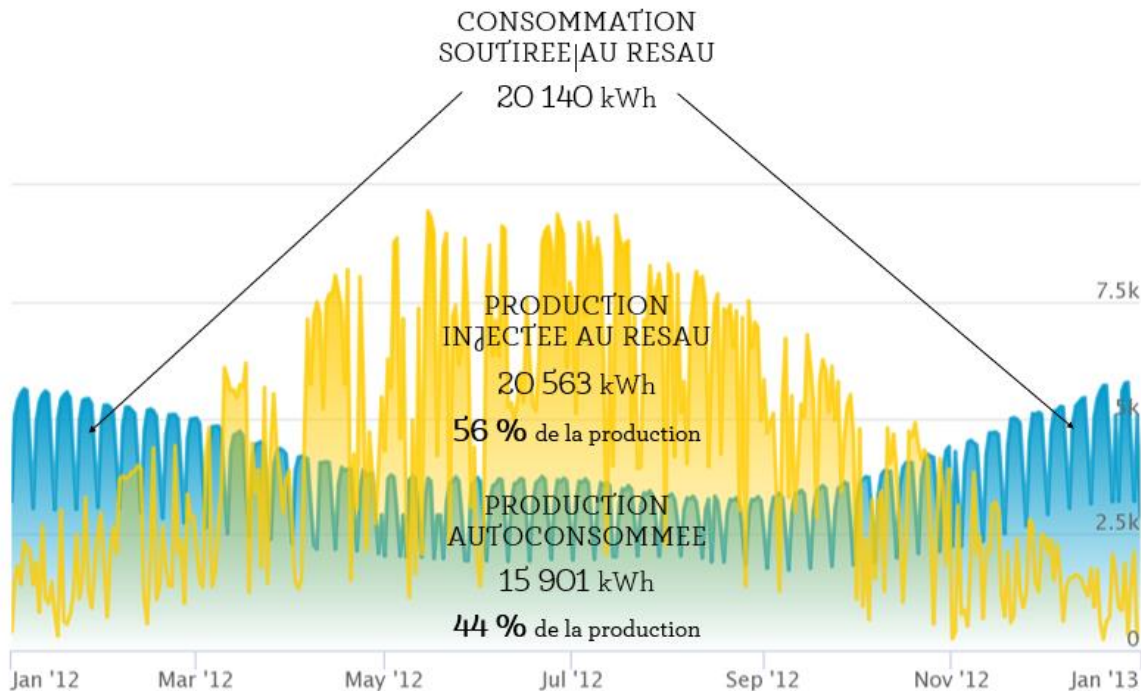
Une consommation d'énergie réduite de moitié et une production d'énergies renouvelables triplée pour 2050

Et un mix énergétique définit suivant les différentes filières

Production (GWh)	2017	2021	2026	2030	2050
bois énergie	147,3	168,6	195,2	216,5	233,3
méthanisation	1,3	11,0	23,1	32,8	129,0
solaire thermique	3,1	6,8	11,4	15,1	26,3
solaire photovoltaïque	28,6	83,2	151,4	206,0	394,0
éolien	384,0	615,1	904,1	1135,2	1362,2
hydraulique	503,4	511,5	521,7	529,9	544,4
Total	1068	1396	1807	2136	2689

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

- Préalable : 2016 : mise en place d'une installation solaire sur le siège du Parc... en autoconsommation avec vente de surplus



AUTONOMIE EN ÉLECTRICITÉ : 44 % ($\text{Taux d'autoproduction} = \frac{\text{énergie autoconsommée}}{\text{énergie consommée au total}}$)



- 36 kWc de puissance
 - Moitié moitié sur les pans EST et OUEST
 - Gain annuel : 5 000 € (recette de la vente du surplus + économies sur conso)
- => une facture élec. neutralisée



LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

► Actions concernant le photovoltaïque :

- 2016 : inventaire des surfaces au sol dégradées et intégration au schéma énergétique du SCoT + accompagnement des porteurs de projet
- 2016 : Réalisation d'un cadastre solaire avec IN SUN WE TRUST sur l'ensemble du territoire et sensibilisation des habitants
- **Développement du photovoltaïque sur les toitures des bâtiments publics**





LE TRAVAIL PREALABLE

L'ÉTUDE DE POTENTIEL
SUR LES BÂTIMENTS
PUBLICS



LA METHODE DE L'ETUDE

■ Etude de potentiel photovoltaïque sur les toitures des bâtiments publics du territoire du Parc naturel régional des Grands Causses

- Recensement des bâtiments des communes et EPCI
- Analyse de potentiel (via SIG)
- Analyse technico-économique
- Appel à manifestation d'intérêt auprès des communes

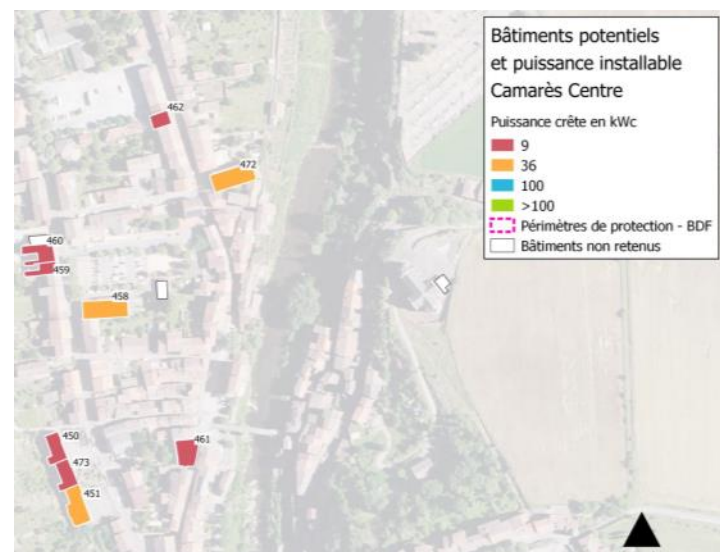


LA METHODE DE L'ETUDE

► Pour chaque commune, envoi de l'atlas communal photovoltaïque

- Position de la commune
- Intérêt d'une opération collective
- Quels bâtiments à équiper ?
- Souhait en matière de financement

1er Propriétaire	Surface bâtiment (m²)	Surface installable (m²)	Puissance crête installable (kWc)	Investissement (€)	Production annuelle (MWh)	Charges annuelles (€)	Recettes annuelles (€)	Bénéfice net (€)	Temps de retour sur investissement net (années)
Commune De Camarès	209	51	9	22952	9,24	379	2245	1866	12,3
Commune De Camarès	308	204	36	54892	39,05	1082	4803	3721	14,8
Commune De Camarès	213	51	9	22952	10,296	379	2502	2123	10,8



1 200

bâtiments avec surface au sol
> à 100 m².

789

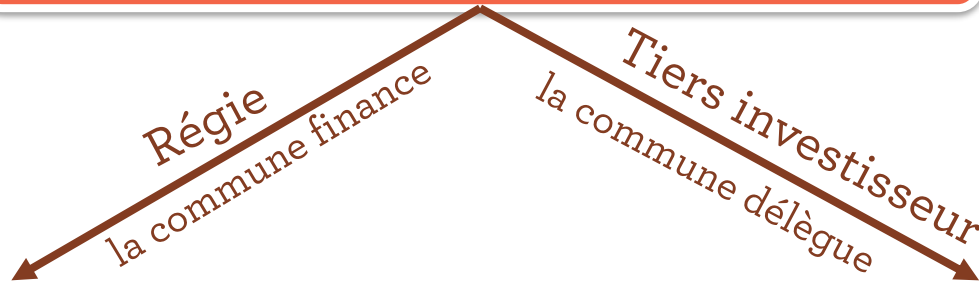
bâtiments propices (pas de
contraintes patrimoniales,
toiture simple, pas de singula-
rités sur la toiture...).

150

bâtiments pré-ciblés par les
communes suite à délibéra-
tion.

A LA SUITE DU REFERENCEMENT

Choix de la collectivité



- Adhésion au groupement de commande coordonné par le PNR
- Etudes préalables + AMO menées et financées par le PNR (APD, Raccordement, autorisations administratives, DCE...)
- Financement et exécution par les communes
- Appel à manifestation d'intérêt coordonné par le PNR
- Négociation / sélection d'un opérateur
- Contractualisation commune/opérateur
- Conception / réalisation / financement / exploitation par l'opérateur



OPÉRATION 1

LE GROUPEMENT DE
COMMANDE
(FINANCEMENT PAR LES
COMMUNES)



LE GROUPEMENT DE COMMANDE

► Une convention de groupement de commande établie entre les collectivités avec pour coordinateur le Syndicat mixte du PNR

Ordre	Désignation détaillé
1	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
2	Procéder à la transmission de l'état des besoins aux membres du groupement et de recenser leurs besoins
3	Elaborer le dossier de consultation des entreprises
4	Procéder à la constitution des dossiers de consultation
5	Assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence
6	Expédier des dossiers de consultation aux candidats
7	Recevoir les offres
8	Envoyer les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres
9	Préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de la commission d'appel d'offres lors de ses séances d'ouverture des plis et de jugement des offres
10	Informar les candidats retenus et non retenus des choix de la commission d'appel d'offres
11	Mettre en forme les marchés après attribution par la commission d'appel d'offres
12	Informar les établissements membres du groupement des candidats retenus
13	Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à la conclusion des marchés et à leur contrôle de légalité avant notification : publicité, acte d'engagement, pièces de candidatures et pièces contractuelles, offres retenues, règlement de la consultation, CCTP, rapport de la commission d'ouverture des plis, rapport de la commission des choix des offres, rapport de présentation...
14	Procéder à la publication de l'avis d'attribution

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance du 23 juillet 2015.

Le groupement constitué par la présente convention vise à répondre aux besoins récurrents des membres, à savoir : l'équipement photovoltaïque des toitures des bâtiments publics

Le groupement a pour objectif de couvrir des besoins divers, donc de lancer la consultation.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des articles 1, 3 et 5 de l'Ordonnance du 23 juillet 2015.

B - Durée de la convention

Le groupement de commande, objet du présent acte constitutif, ayant pour objet un achat répétitif est institué à titre permanent.

C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Le siège du coordonnateur est situé :
71 bd de l'Ayrolle
BP 50126
12101 MILLAU cedex

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

D - Missions du coordonnateur

LE GROUPEMENT DE COMMANDE

Le groupement de commande :

- Études préalables et marché public coordonné par le PNR GC
- Marché d'exécution attribué à l'été 2019 et actes d'engagements signés dans la foulée
- Études techniques, autorisation urbanisme et demande de raccordement à l'automne 2019
- Exécution engagée en novembre 2019 et réalisation au fil de l'eau jusqu'à l'été 2021
- Investissement de 610 000 €
- 16 centrales PV sur 7 communes pour 377 kWc

=> 16 toitures terminées à ce jour



LE GROUPEMENT DE COMMANDE

► Les bâtiments du groupement de commande :

Groupement de commande			
Commune	Bâtiment	Puissance	Statut
Millau	JH Fabre	9	réalisé
	Le Cres	9	réalisé
	Beauregard	36	réalisé
	Puits de Calès	36	réalisé
	J Ferry	36	réalisé
	E Selles	36	réalisé
	centre technique municipal	36	réalisé
Riviere / Tarn	Maisons activités	9	réalisé
St Laurent / Levezou	Hangar Cuma	9	réalisé
	SDF	9	réalisé
Le Truel	Ecole	9	réalisé
Montlaur	Ateliers	25,8	réalisé
	Couvent	9	réalisé
Tournemire	salle des fêtes	90	réalisé
	Préau école	9	réalisé
Vabres l'Abbaye	Presbytère	9	réalisé
TOTAL		377	16 bâtiments





OPERATION 2

L'OPÉRATION EN TIERS
FINANCEMENT (LES
COMMUNES LOUENT
LEURS TOITS)

L'OPERATION EN TIERS FINANCEMENT

Les bâtiments **INITIALEMENT** proposés en location :

- 111 bâtiments :
 - 47 de 9 kWc (60 m²)
 - 50 de 36 kWc (200 m²)
 - 14 de 100 kWc (500 m²)
- Puissance totale de 3 600 kWc
- Production annuelle de 4 300 MWh
- Investissement prévisionnel de 4 à 5 M€



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
pour la réalisation d'installations de production solaire photovoltaïque sur bâtiments publics

CAHIER DES CHARGES

Date et heure limites de réception des candidatures :
Le vendredi 1^{er} juin 2018 à 17h00

Mise en concurrence des opérateurs par la collectivité (organisé à l'échelle du Parc)



Signature d'un bail ou d'une convention d'occupation entre la collectivité et l'opérateur sur 30 ans



Etude, développement, construction, exploitation de la centrale par l'opérateur

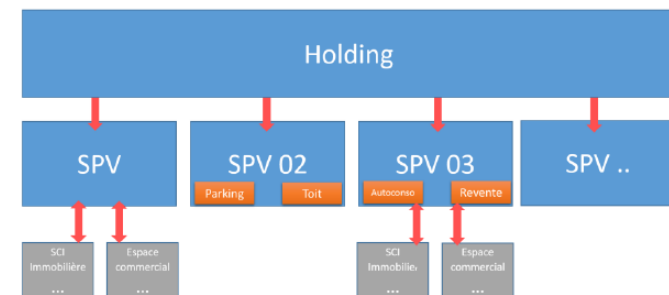


Rétrocession de la centrale à la collectivité au terme du bail ou renouvellement

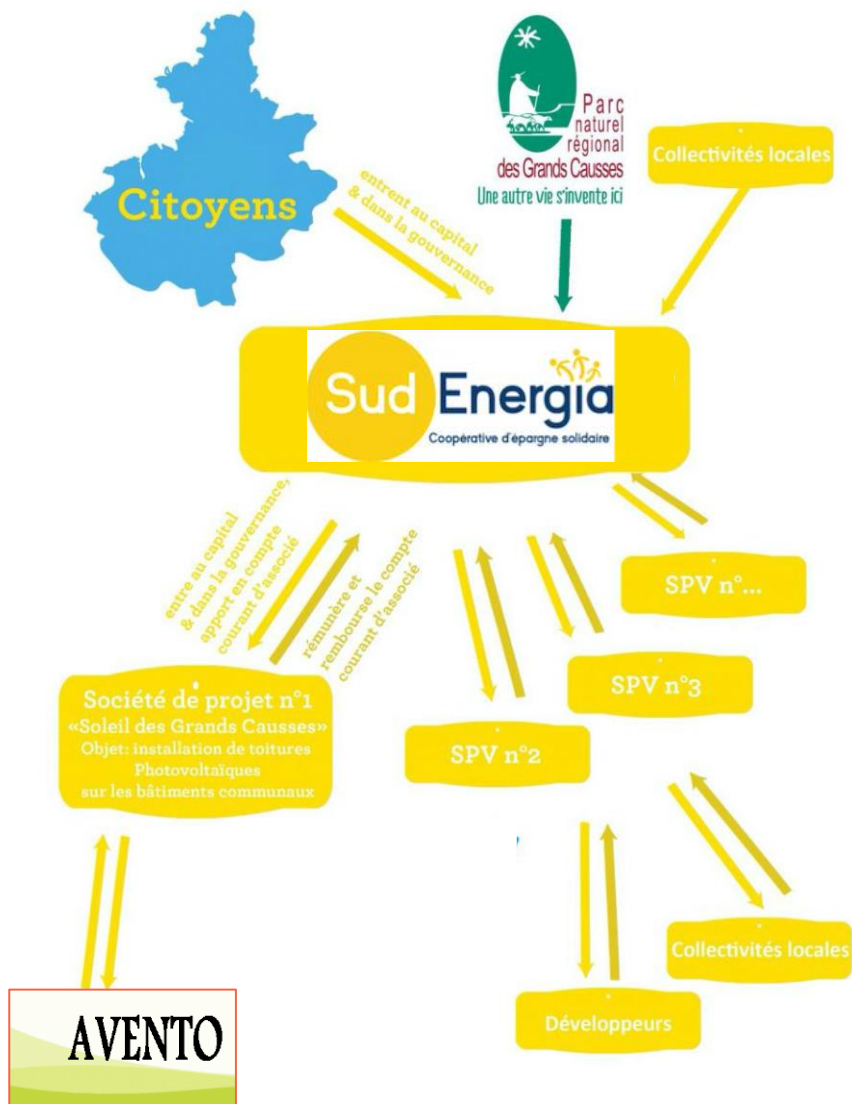
L'OPERATION EN TIERS FINANCEMENT

► L'opérateur retenu : AVENTO

- Société dont l'objet est de développer des solutions clefs en mains dédié aux toitures
- Une entreprise actionnaire d'une société locale de photovoltaïque (Compagnie des artisans associés – C2a à Lapeyre) pour les travaux et l'exploitation
- Proposition d'un loyer moyen annuel de $3\text{€}/\text{m}^2$, modulé en fonction des travaux annexes (renforcement charpente, désamiantage...) et bail (ou AOT) sur 30 ans
- Création d'une SAS dédiée au projet **avec engagement de laisser jusqu'à 49 % du capital au territoire, si volonté locale**



L'OPERATION EN TIERS FINANCEMENT



ADEME
Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

**Appel à Manifestation
d'Intérêt ADEME/Région 2019**

**Énergies Renouvelables
Coopératives et Citoyennes**

Jusqu'à 100000€ de prime à la participation citoyenne
Jusqu'à 35000€ d'aide aux études et à la décision



L'OPERATION EN TIERS FINANCEMENT

► Où en est-on aujourd'hui ?

- Création de la Société Soleil des Grands Causses fin 2018 (100% AVENTO)
- 13 collectivités ayant contractualisé (baux signés)
- 64 centrales PV pour environ 3 MWc
- 4 millions d'euros d'investissement d'ici 2022
- Intégration en cours au Capital de la SCIC SUD ENERGIA créée récemment

24 toitures réalisées à ce jour



L'OPERATION EN TIERS FINANCEMENT

13 collectivités => 64 toitures => 3 000 kW => 2 phases (> 18 mois)

Location - SAS SOLEIL DES GRANDS CAUSSES - phase 1			
Commune	Bâtiment	Puissance	Statut
Arnac sur Dourdou	Mairie	9	réalisé
Belmont sur Rance	Aérodrome	96	en cours - sept 2021
	Gymnase	100	réalisé
Brusque	Ancien internat	33	réalisé
	VVF Village	100	réalisé
Fayet	Salle des fêtes	9	réalisé
	Epicerie	28	réalisé
Montfranc	Mairie	9	réalisé
Nant	Centre équestre	9	réalisé
	Salle des fêtes	64	début 2022
	Hangar municipal	36	en cours - sept 2021
	Ecole	8	réalisé
Saint-Affrique	Maternelle Gare	9	réalisé
	Halte garderie	9	réalisé
	Tennis	100	réalisé
	Piscine intercommunale	100	réalisé
	Aire des gens du voyage	9	réalisé
	club de l'amitié	9	réalisé
	Logement gendarmerie	34	réalisé
	Salle du CAC	69	réalisé
	Gymnase école	100	réalisé
	Petit Carré d'Art	36	réalisé
Saint-Juéry	Salle des fêtes	73	début 2022
	Vestiaire stade	6	début 2022
Saint-Rome-de-Cernon	Salles des fêtes	36	en cours - sept 2021
	Mairie	9	réalisé
	Ecole	36	en cours - sept 2021
Séverac d'Aveyron	Bâtiment Route de Blayac	85	début 2022
	Maisons des dolmens	64	réalisé
	Dojo	9	oct-21
	Ateliers Recoules	100	oct-21
TOTAL		1394	31 bâtiments

Location - SAS SOLEIL DES GRANDS CAUSSES - phase 2 et 3			
Commune	Bâtiment	Puissance	Statut
Arnac sur Dourdou	église	9	2022
Belmont sur Rance	aérodrome ph 2	36	2022
	Centre équestre	100	2022
Brusque	VVF Village phase 2	36	2022
	ancien internat phase 2	22	2022
Creissels	Boulodrome	100	2022
	Maison de la chasse	23	2022
	Local chasse	9	2022
	Vestiaire stade	9	2022
	Projet tennis	153	2022
Fayet	Mairie	9	2022
	salle des fêtes phase 2	7	2022
Montclar	salle des fêtes	100	2022
Nant	école	8	2022
Saint-Affrique	Gendarmerie	9	2022
	Tennis	100	2022
	on Centrale + Local Frangi Or	36	2022
	Salle des fêtes/MISA	9	2022
	oupe Scolaire Blanchard (eco	99	2022
	Ecole Maternelle Gare	9	2022
	Temple	9	2022
	Halte Garderie "Les pitchous"	9	2022
	re d'accueil des gens du voyag	4	2022
	Piscine Intercommunale	245	2022
	Boulodrome	100	2022
	Petit carré d'art	36	2022
Saint-Juery	mairie	9	2022
Séverac d'Aveyron	Atelier Recoules -2	200	2022
	Atelier Buzeins	35	2022
	Atelier Lavernhe	32	2022
	Ateliers municipaux	83	2022
	Dojo-2	19	2022
TOTAL		1699	33 bâtiments



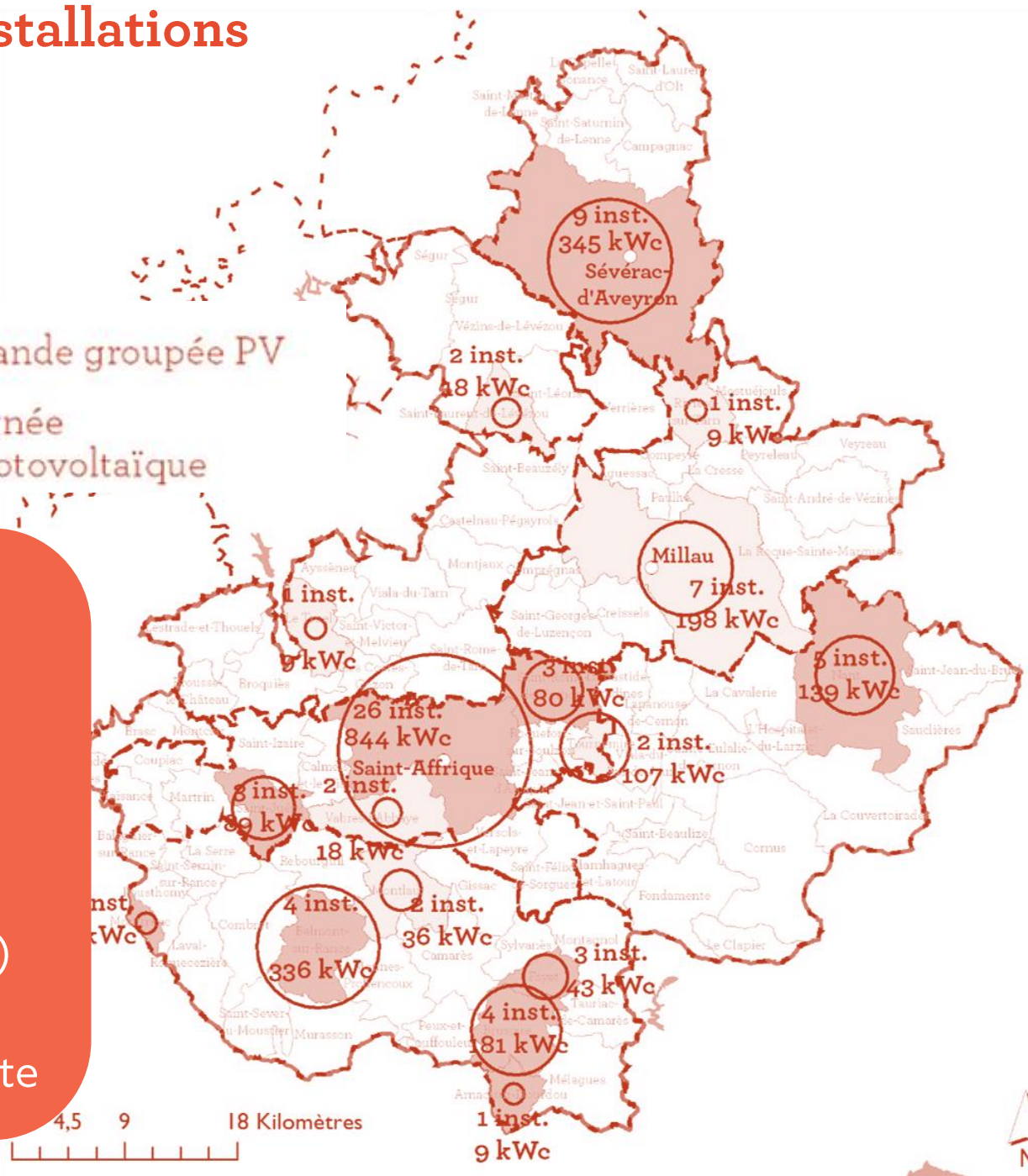


BILAN GLOBAL DES DEUX OPÉRATIONS

SEPTEMBRE 2021



en cours au
01/09/2021



- 20 communes
- 80 installations
(40 terminées)
- 3 300 kWc de
puissance
(1,25 MWc terminé)
- 4 000 kWh/an
d'électricité produite



UNE NOUVELLE OPÉRATION 2.0


en mode accéléré...



UNE NOUVELLE OPERATION 2.0

► Suite à de nombreuses sollicitations et aux élections...
lancement d'une seconde opération pour 2021-2023

- Mars 2021 : lancement d'un appel à intérêt auprès des communes du Parc
- Printemps / été 2021 : réalisation des pré-études par le biais d'un stage

Commune	Millau
Bâtiment	Ecole Martel (1159)
	Parcelle : AB 185 Type toiture : Tôle ondulée
Valorisation de l'énergie produite	Vente totale
Hypothèses de départ	
Surface utile toiture	474 m ²
Puissance crête retenue	36 kWc
Tarif d'achat de l'électricité produite	11,23 c€/TTC/kWh
Surface de panneaux	204 m ²
Inclinaison (pente)	15 °
Orientation (azimut)	100 °
Production d'électricité photovoltaïque	
Productivité	1 060 kWh/kWc.an
Production annuelle	38 160 kWh/an
Option 1 : Groupement de Commande	
La commune investit en fonds propres et prend à sa charge les études, l'investissement, l'exploitation et le démantèlement de l'installation PV et perçoit en échange les recettes liées à la vente d'électricité.	
Coûts d'investissements et charges	
Coût d'investissement au Wc	1,1 eHT/Wc
Installation PV	39 600 eHT
Raccordement Enedis	10 000 eHT
Frais annexes (désamiantage, struture, bac acier...)	- eHT
Montant investissement initial	49 600 eHT
Charges annuelles (maintenance, télésurveillance, provisions...)	450 eHT
Rentabilité de l'installation	
Recettes annuelles vente électricité	4 285 eTTC/an
Gain annuel (recettes annuelles - charges annuelles)	3 835 eTTC/an
Gain net sur 20 ans (gains cumulés sur 20 ans - investissement)	27 107 eTTC
Temps de retour brut sur investissement (ans)	12,9 ans

Nombre de communes	37
Nombre de bâtiments retenus*	115
Puissance totale envisagée	4 500 kWc
Production totale envisagée	5 000 000 kWh
Investissement total estimé	6 000 000 € HT

* dont 29 toitures amiantées

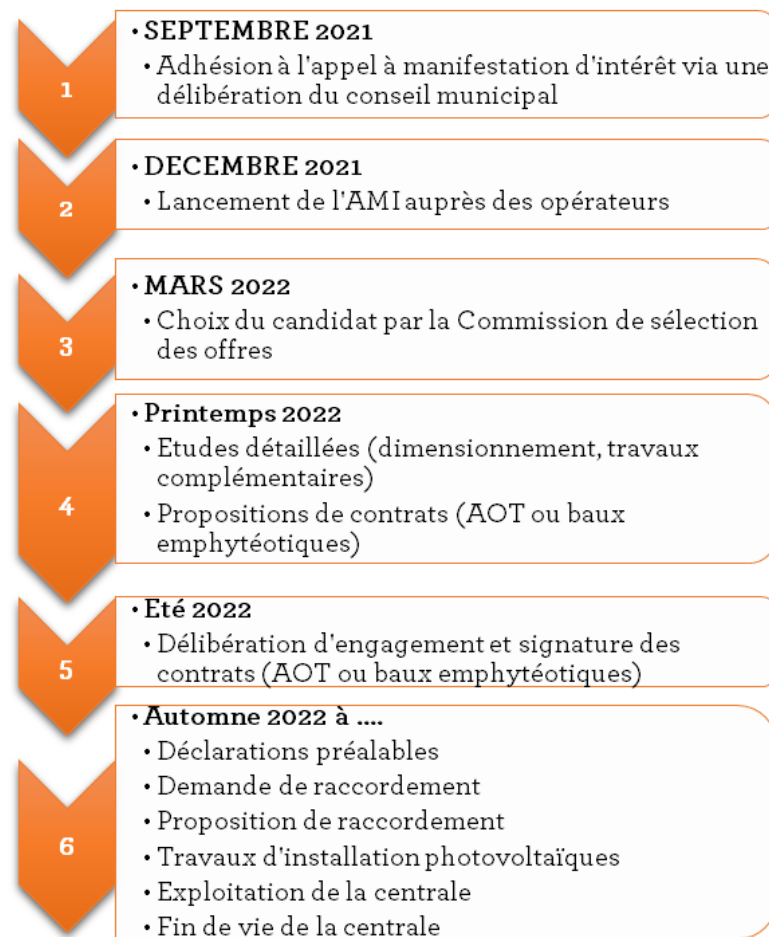
- 48 toitures inférieures à 9 kWc
- 44 toitures inférieures à 36 kWc
- 23 toitures supérieures à 36 kWc

UNE NOUVELLE OPERATION 2.0

► Délibérations en cours des communes pour s'engager à nouveau deux sous-opérations au choix :



ou





TOURNEMIRE

La commune prend le soleil...

L'EXEMPLE DE TOURNEMIRE

2 installations réalisées via le groupement de commande :

- Salle des fêtes : 98 kWc (partie amiantée)
- Préau de l'école : 9 kWc

150 000 €

d'investissement

(empruntés sur 17 ans)

Les collectivités se tournent enfin vers le photovoltaïque

ÉNERGIE

Le Parc naturel régional des Grands Causses est à l'origine de ce développement.

Aurélien Marchand
amarchand@midilibre.com

Le plus souvent adoptées par les entreprises ou les particuliers, mais encore boudées des collectivités, 70 bâtiments communaux (dont 6 écoles primaires et le centre technique municipal de Millau) font actuellement l'objet d'installations solaires dans le Sud-Aveyron. Un projet porté par le Parc naturel régional (PNR) des Grands Causses qui souhaite voir la tendance s'inverser et arriver à l'objectif de l'équilibre énergétique d'ici 2023.

« C'est comme si on avait un puits de pétrole qui fournirait 250 000 litres de fuel chaque année et qui peut alimenter 1 000 foyers hors chauffage », compare Alexandre Chevilion, responsable de la cellule énergie du PNR. Son équipe a identifié 3 600 bâtiments publics sur les Grands Causses, dont un tiers peut accueillir des panneaux photovoltaïques. Pour convaincre ces municipalités, la structure a lancé un marché public commun à travers un groupement de commandes qui a reçu un accueil favorable pour huit d'entre elles (soit 16 installations). Pour les autres, onze communes, dont Saint-Affrique ou Belmont-sur-Rance (soit 54 installations) ont fait le choix de louer leurs toitures à un opérateur, parfois même pour de petites surfaces, contre une redevance versée annuellement. « Il y a beaucoup de commu-



À Tournemire, les 550 m² de panneaux solaires ont mis trois semaines à être installés.

PHILIPPE

nes qui voulaient faire du solaire mais n'avaient pas les capacités d'investissement. Depuis les dernières élections municipales, on a des appels du pied de beaucoup d'entre elles qui souhaitent s'engager dans cette voie grâce à ces opérations clé en main », poursuit le conseiller.

Investissement vertueux pour les communes
À Tournemire, le maire n'a pas

hésité à équiper les 550 m² de toiture de la salle des fêtes de panneaux solaires. L'énergie produite est ensuite revendue à ERDF avec un prix garanti sur vingt ans. Montant de l'investissement : 150 000 € TTC et 10 000 € de remboursement par an pendant 17 ans. Soit une rentabilité annuelle calculée de 8 000 € pour les 17 premières années et de 18 000 € pour les trois dernières. Un gain que l'édile prévoit de dédier à la rénovation

de cette même salle des fêtes. « À l'heure de la baisse des dotations pour les communes, c'est un revenu très intéressant malgré le coût de l'investissement, témoigne le maire Pascal Rivier. Il y a quelques années, on avait déjà pensé au photovoltaïque mais la rentabilité était moyenne et fluctuante. En cinq ou six ans, les prix ont beaucoup baissé et avec le Parc, on sait où on met les pieds. » Entre 2008 et 2018, moins de dix bâtiments publics seulement étaient équipés en photovoltaïque dans la région. « Les collectivités n'avaient pas l'habitude de faire quelque chose qui rapporte de l'argent. Il n'y a pas cette vision d'entreprise que peuvent avoir les entrepreneurs ou les agriculteurs, note Alexandre Chevilion. Mais avec le développement des énergies renouvelables, c'est en train de changer. »

L'entreprise C2A en charge des travaux

RÉALISATION Créée en 2008, la PME C2A, basée dans la vallée de la Sorgues, à Lapeyre, compte une vingtaine de salariés. En pleine croissance, l'entreprise est attachée à une forte dimension locale, sociale et environnementale. « Les dotations des communes sont de plus en plus faibles donc le salaire permet de rénover le patrimoine et d'assurer des revenus pour les communes. Si on rajoute le fait qu'on contribue à la décentralisation de l'énergie, ce projet a tout son sens », affirme Benjamin Bergnes, cogérant de C2A.

L'EXEMPLE DE TOURNEMIRE

LE PROGRES - 28 janvier 2021

Actualité

Page 3

Tournemire mise sur le photovoltaïque

Tournemire fait partie des 18 collectivités à équiper leurs bâtiments publics en panneaux photovoltaïques. A la clé de cette opération initiée par le Parc naturel régional des Grands Causses : production d'énergie renouvelable, recettes nouvelles pour les communes et parfois rénovation de toitures en mauvais état.

Ils se mettent à plusieurs pour profiter du soleil. Non, rien à voir avec le bronzage. Dans le cas présent, il s'agit plutôt de mutualiser les forces. Objectif : tirer le maximum de profit de l'énergie produite par les installations qui fleurissent sur les toits des bâtiments publics du Sud-Aveyron. La commune de Tournemire fait partie des 18 collectivités publiques ayant fait le choix d'équiper leur patrimoine en panneaux photovoltaïques. Sur place, à côté de la voie ferrée, un des plus gros chantiers du territoire est en cours.

« Nous avions trois propositions d'équipement de bâtiments communaux et nous en avons retenues deux, explique Pascal Rivier, maire de Tournemire, lundi 25 janvier. Le toit de la salle des fêtes (550 m² de panneaux pour une production annuelle de 98 kilowattheures) et celui du préau de l'école publique (50 m² pour une production de 9 kWh). Le toit de l'église a été écarté. »

Un investissement de 150.000 € TTC « rentable » pour la commune : « Nous avons fait un emprunt sur 17 ans, ce qui équivaut à un remboursement de 10.000 € par an. En incluant tous les frais prévisionnels

(entretien, remplacement de l'onduleur...) nous aurons une marge de 8.000 € par an pendant 17 ans et 18.000 € les trois années suivantes (pour aller au bout des 20 ans du contrat signé avec EDF). Toute l'électricité produite est injectée sur le réseau. »

Avec les nouveaux revenus générés par cette installation, Pascal Rivier compte rénover sa salle des fêtes. Un plus pour ce maire rural « rassuré d'avoir le Parc derrière pour gérer l'administratif ».

« Un devoir d'exemplarité des communes vis-à-vis des particuliers »

« Avec sa proposition d'installation de photovoltaïque sur les toitures des bâtiments publics, le Parc a rendu accessible ce qui paraissait extrêmement compliqué notamment pour les petites communes », résume Séverine Peyretout, déléguée à l'énergie et aux mobilités au sein du bureau syndical du Parc, conseillère municipale et intercommunale à Millau. « Tout est parti d'un constat. Entre 2008 et 2018, on recensait moins de 10 installations de photovol-



La commune de Tournemire participe au développement du photovoltaïque sur les toitures des bâtiments publics initié par le Parc des Grands Causses. Ici, l'équipement de la salle des fêtes.

taïque sur des bâtiments publics. » Le Parc fait alors rapidement le constat qu'il faut passer à la vitesse supérieure pour « arriver à l'équilibre énergétique sur le territoire à l'horizon 2022 », ce qui repose sur « une diminution des consommations d'énergie et une augmentation de la production d'énergie renouvelables ».

« En se lançant dans ce type de projet, en plus du souci de transition énergétique, il y a aussi un devoir d'exemplarité des communes vis-à-vis des particuliers et des entreprises », assure l'élue.

Une production annuelle de 2,5 gigawattheures

Pour s'adapter aux moyens de chaque collectivité, deux propositions ont été faites. « Un groupement de commandes, comme ici à Tournemire, pour les communes qui souhaitent investir, soit 16 installations photovoltaïques sur sept communes », résume Alexandre Chevillon, responsable de la cellule énergie du Parc. « Le gros

avantage, en plus de mutualiser les coûts, est que le Parc s'est chargé de la procédure de marché public. Chaque commune a ensuite payé sa quote-part. »

Deuxième cas « pour les communes qui n'avaient pas la possibilité d'investir », la location de leurs toitures par le biais d'un bail signé avec la société Avento. Bilan « aucun investissement à faire et une petite redevance qui tombe derrière ». Au final, 54 installations sont prévues sur 11 communes dont Saint-Affrique (toit du tennis, du bâtiment du Cac...).

« Ces 70 installations représenteront une production annuelle de 2,5 gigawattheures », se félicite technicien et élu du Parc. « Soit la consommation électrique de 1.000 foyers par an (hors chauffage). C'est comme si on avait un puit de pétrole qui nous fournissait 250.000 litres de fioul ou encore la production annuelle d'une demi-éolienne. »

Mise en œuvre dès la fin 2019, la première grappe de réalisations photovoltaïques devrait être effective d'ici la fin 2021. Des installations effectuées par une

entreprise locale. Autre point positif de ce projet.

Trois emplois locaux créés

Pour la partie groupement de commandes, c'est l'entreprise C2A, installée à Lapeyre dans la vallée de la Sorgues, qui a remporté le marché. Sur la partie location de toiture, c'est la société Avento qui se chargera de l'exploitation. Société qui est entrée au capital de C2A et qui a missionné cette même PME pour installer les panneaux photovoltaïques.

« Grâce à ces projets, nous sommes aujourd'hui arrivés à une vingtaine de salariés », détaille Benjamin Bergnes, cogérant de C2A. « Dont trois postes que nous avons spécifiquement créés. Un apprenti en licence pro gestion de projet renouvelable s'est occupé de toute la partie développement si bien qu'on l'a embauché et deux techniciens dont un jeune issu du parcours mineur isolé, il est arrivé ici sans papier. Il est en CDI et on bataille tous les ans pour qu'il garde ses

papiers. On espère arriver à lui créer un titre de séjour. »

Un engagement pour le territoire que le chef d'entreprise résume entre « souci de "localisme" et l'impératif d'avoir des produits qui fonctionnent sur le long terme » : « Le bac acier est profilé en Lozère. Le système de fixation est issu de Loire-Atlantique. Les onduleurs viennent du leader mondial allemand. Quant aux panneaux, ils sont fabriqués en Corée. Et on commence à faire un partenariat avec Voltec Solar, un fabricant français installé en Alsace et qui commence à donner des gages de qualité sur son processus de fabrication. »

Un circuit court qui pourrait aussi s'étendre à des financements locaux. La société Avento a créé une SAS dédiée au projet. La SAS Soleil des Grands Causses s'est engagée à ouvrir son capital jusqu'à 49 % à la coopérative citoyenne récemment créée en Sud-Aveyron, la SCIC Sud Energia. Ainsi, la boucle sera bouclée. Et la richesse créée profitera pleinement au Sud-Aveyron.

Benoit GARRET

Une première vague d'équipement pour 70 bâtiments publics

Sur les 3.600 bâtiments publics présents sur le Sud-Aveyron, le Parc naturel régional des Grands Causses en a recensé un tiers, soit 1.200, « équipables » en panneaux photovoltaïques (surface au sol supérieure à 100 m²). Sur les 789 bâtiments « propices » (sans contraintes techniques ou patrimoniales), 150 bâtiments ont été pré-sélectionnés sur les communes qui ont répondu à l'opération en faveur des énergies renouvelables.

Au final, depuis fin 2019, 70 bâtiments répartis sur 18 communes (de la plus petite, Arnac-sur-Dourdou, à la plus grande, Millau), sont en cours d'équipement. Et ce n'est pas fini. « Nous réfléchissons déjà au lancement d'une deuxième vague d'installation de panneaux photovoltaïques », annonce Alexandre Chevillon, responsable de la cellule énergie du Parc.